

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/EEC/7
30 août 2001

(01-4172)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Commission européenne Point d'information OTC des CE Téléfax: +32 2 299 57 25 Courrier électronique: ec-tbt@cec.eu.int Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de téléfax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits consistant en organismes génétiquement modifiés (OGM) ou en contenant, produits destinés à l'alimentation humaine et ingrédients alimentaires, matières destinées à l'alimentation des animaux, aliments composés et additifs pour aliments pour animaux produits à partir d'OGM (voir article 2 de la proposition de règlement).
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: COM(2001)182 "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la directive 2001/18/CE" (8 pages, disponible dans toutes les langues communautaires)
6.	Teneur: La proposition notifiée établit un système communautaire de traçabilité et d'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'OGM, à tous les stades de leur mise sur le marché. Les objectifs généraux de la proposition sont de faciliter: <ul style="list-style-type: none">• le contrôle et la vérification des affirmations figurant sur les étiquettes;• la surveillance des effets potentiels sur l'environnement;• le retrait des produits. Pour atteindre ces objectifs, la proposition exige que les exploitants transmettent et conservent des informations précises à tous les stades de la mise sur le marché. Ces informations précises comprennent des indications détaillées établissant si les produits contiennent des OGM ou sont produits à partir d'OGM. En règle générale, lorsqu'un produit contenant des OGM ou consistant en de tels organismes est placé sur le marché, le fait qu'il

	<p>contient des OGM ou qu'il consiste en de tels organismes doit être communiqué à tous les destinataires du produit, tout comme les codes uniques attribués à chaque OGM qu'il contient. Toutefois, en ce qui concerne les OGM destinés à l'alimentation humaine ou animale ou destinés à être transformés, les exploitants ne sont pas tenus de préciser l'identité des OGM contenus dans un produit, mais peuvent au lieu de cela transmettre une déclaration aux termes de laquelle le produit en question doit uniquement être utilisé pour l'alimentation humaine ou animale ou pour la transformation, avec l'identité (codes uniques) de tous les OGM que le produit peut contenir.</p> <p>En ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'OGM ou contenant des ingrédients produits à partir d'OGM, chaque ingrédient ainsi produit doit être identifié en tant que tel ou, si la liste des ingrédients n'est pas disponible, le fait que le produit lui-même est issu d'OGM doit être indiqué.</p> <p>(En ce qui concerne les exigences spécifiques, y compris les exceptions, se reporter aux articles 4, 5 et 6 de la proposition de règlement.)</p>
7.	<p>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs, prévention de pratiques de nature à induire en erreur.</p>
8.	<p>Documents pertinents: COM(2001)182. La proposition sera publiée dans le Journal officiel des CE, série C.</p> <p>Ladite proposition tient compte des prescriptions énoncées par le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à la Convention sur la diversité biologique, relatives à l'identification des OGM, ainsi que des directives de l'OCDE.</p>
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: Par le Parlement européen et le Conseil: été 2002</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: Le 20^{ème} jour suivant la date de publication du règlement dans le Journal officiel des Communautés européennes. Date projetée pour l'application: 90 jours après la date de publication du règlement dans le Journal officiel des Communautés européennes.</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 27 octobre 2001</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:</p> <p>La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la directive 2001/18/CE peut être consultée à l'adresse http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/index1.html.</p> <p>Anglais: http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/pdf/2001/com2001_0182en01.pdf Espagnol: http://europa.eu.int/eur-lex/es/com/pdf/2001/com2001_0182es01.pdf Français: http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/pdf/2001/com2001_0182fr01.pdf</p> <p>Note: La présente notification est sans préjudice des vues concernant la compatibilité ou la relation des mesures notifiées avec les droits et obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux.</p>